



**Carnaval des 2 Rives - 5 mars 2023**

## LA LETTRE DE PATRICK LE HYARIC

*l'engagement en quête d'Humanité*



### Ukraine-Palestine : deux poids, deux mesures

On pourrait accepter que des chaînes de télévision crachant de « l'information en continu » ( ou de la désinformation continue) consacrent tant d'heures d'antennes à la sale guerre que mène M. Poutine au peuple ukrainien si celles-ci ne rassaient pas la complexité, si elles n'étaient pas tant orientées, simplistes, et dé-cervelantes; si autant d'heures étaient consacrées à traiter d'une guerre qui dure depuis des décennies et qui prend une nouvelle ampleur depuis quelques semaines, si, ces mêmes médias traitaient de la même manière d'une autre annexion : nous parlons ici de la violence que déploie le pouvoir israélien ultra-droitier contre le peuple palestinien. Colonisation, mur de séparation ; emprisonnement de militants de la justice et de la paix, députés et élus locaux, vols de terres, de maisons, de l'eau, expulsions des habitants de Jérusalem, bombardements réguliers de Gaza et de villes en Cisjordanie, blocus de Gaza...

Voici que dans une quasi-indifférence les colons israéliens brûlent des maisons notamment dans la ville de Huwara près de Naplouse avec la bienveillance de l'armée israélienne, et de plusieurs ministres fascistes. Cela se déroule au moment même où le pouvoir en Israël procède à des modifications constitutionnelles visant à mettre au pas la justice. Un intéressant mouvement populaire se développe en Israël contre ces attaques asphyxiantes des libertés et la justice, ouvrant le processus d'un État menant une politique allant « au-delà » de l'extrême droite. Cette nouvelle réalité politique est trop sous-estimée et trop cachée dans les médias et le spectre politique national et européen. Le porter en pleine lumière est la condition pour faire bouger les gouvernements et empêcher ce qui a été fait ces dernières semaines avec la réception de Netanyahu par M. Macron à l'Élysée. Notons que le président français est le seul chef d'État à avoir invité ce Premier ministre corrompu en son palais.

Si des sanctions sont possibles contre la Russie qui viole le droit international, pourquoi ne sont-elles pas possibles contre le pouvoir israélien ? Israël ne respecte pas les conditions de l'article 2 du traité d'association avec l'Union européenne qui oblige au respect des libertés et de l'État de droit. Pourquoi, dans ces conditions, l'Union européenne maintient-elle cet accord sinon pour le commerce et blanchir un pouvoir de plus en plus fascisant ? Où sont les prétendues « valeurs » européennes et de l'occident ? Envolées sur l'autel des marchands et du militarisme !

Il est indispensable que le mouvement citoyen pour la paix et le droit international se manifeste avec plus de force. La jeunesse palestinienne en a besoin. Le respect du droit international et le mouvement démocratique israélien en ont besoin. Un rassemblement a eu lieu à Paris place Saint-Michel jeudi soir. D'autres initiatives doivent suivre. Ici mon texte dans l'Humanité du lundi 27 février ainsi que celui de Leïla Shahid

**L'Union européenne est complice des violations du droit international par Israël.  
Il faut se mobiliser pour que l'Europe agisse.**

C'est contre le colonialisme et la colonisation que la jeunesse palestinienne s'insurge et agit. Elle a raison de vouloir empêcher les expulsions des logements, notamment à Jérusalem, l'accaparement des terres, le vol de l'eau de la vallée du Jourdain. C'est une nouvelle phase du combat pour la libération qui est ainsi engagée contre un occupant qui s'est doté d'un pouvoir d'extrême droite, religieux et suprémaciste.

Les États-Unis et l'Union européenne sont complices de la violation du droit international. Le gouvernement de Tel-Aviv colonise, brime et réprime, occupe, annexe chaque jour un peu plus la Palestine : 164 colonies et 116 avant-postes préparant l'installation de colonies supplémentaires incluant Jérusalem-Est. Le combat contre la colonisation est celui de la construction d'un pays, d'un État. Les Palestiniens ont pour eux le nombre et le droit international. Rien ne dit qu'il sera possible d'y résister.

Le combat contre la colonisation est celui de la construction d'un pays, d'un État. Le droit international ne peut être à géométrie variable selon les intérêts occidentaux et leurs sociétés financières et industrielles. À juste titre les institutions internationales et la plupart des gouvernements demandent instamment au maître du Kremlin de mettre fin à sa tentative d'annexion et de respecter la souveraineté territoriale de l'Ukraine. Pourquoi les mêmes n'ont-ils donc aucun mot pour faire cesser l'annexion de la Palestine ? Les trois quarts de l'humanité perçoivent bien cet insupportable deux poids, deux mesures. Nous devons donc rehausser nos interventions auprès du gouvernement et de l'Union européenne.



### **FAIRE FLAMBER DU PALESTINIEN LE RÊVE DES COLONS JUIFS**

En ces temps où l'on se gargarise tant des « valeurs » démocratiques, l'Union européenne ne semble pas décidée à sanctionner les atteintes au fameux « État de droit » malgré les mouvements de masse des populations et des juristes israéliens. Au contraire, elle garde un étrange silence et relance le conseil d'association qui avait été annulé depuis 2012. Mandataire zélé des intérêts capitalistes, les autorités européennes couvrent l'implication de centaines d'institutions financières européennes, qui ont octroyé au moins 255 milliards de dollars à une cinquantaine d'entreprises participant activement au développement des colonies à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. La France ne trouve rien à redire à l'implantation du groupe Carrefour dans les colonies, ni aux financements par BNP Paribas, la Société générale, le Crédit agricole et la BPCE, de projets irriguant l'économie de la colonisation.

L'action en direction des gouvernements et des grandes entreprises et banques qui soutiennent la colonisation est le moyen de faire respecter l'article 49 de la 4<sup>e</sup> convention de Genève, qui interdit « le transfert d'une partie de sa propre population civile par la puissance occupante dans le territoire occupé par elle ». La

campagne européenne « Stop colonies » et la campagne « Boycott, désinvestissement, sanctions » doivent trouver de nouveaux prolongements pour des actions citoyennes communes à l'échelle européenne. Portons-nous aux côtés des travailleurs, des populations civiles et de la jeunesse palestinienne.

**Le mouvement national palestinien est plus vivant que jamais. Seules des sanctions internationales peuvent stopper la colonisation.**

En mai, nous commémorerons les 56 ans d'occupation militaire de la Palestine et les 75 ans de la Nakba, la grande catastrophe de 1948 et l'expulsion de 700 000 Palestiniens. Cela fait 55 ans que l'occupation militaire israélienne dure sans que le monde entier la condamne et que personne ne fasse rien pour y mettre fin. Tous les jours, il y a plus de colonies, plus de routes et plus de camps militaires. Le nouveau gouvernement de Benyamin Netanyahu vient d'octroyer un permis officiel à 9 nouvelles implantations et d'autoriser la construction de 9 000 logements. Aujourd'hui, 700 000 colons vivent dans les territoires occupés. Leurs milices armées agressent les habitants des villages voisins, volent les terres et détruisent les champs d'oliviers. Les colons sont des religieux millénaristes et suprémacistes juifs, prêts à tuer femmes et enfants et à procéder à un nettoyage ethnique.

La Palestine a besoin que l'Europe et les pays arabes s'impliquent. Pour sortir de la tragédie, la Palestine peut compter sur un mouvement national très puissant. Peu importe qui succédera à Mahmoud Abbas, le mouvement palestinien est un mouvement de citoyens. Nous assistons au retour de ceux que Jean Genet appelait les fedayins, les « combattants de la liberté ». Cette reprise de la lutte armée est le fruit de la débâcle de la diplomatie américaine, européenne et arabe. Les jeunes Palestiniens des camps de Cisjordanie ont pris les armes contre les colons. Ces jeunes qui ont entre 13 et 18 ans font preuve d'une grande maturité. Ils ne s'en prennent pas aux civils. Ces jeunes prennent les armes pour dire au monde entier que la question palestinienne ne peut pas être effacée.

Nous assistons également au réveil du mouvement des prisonniers, qui a lancé un appel à la grève de la faim à compter du premier jour du ramadan. 4 780 Palestiniens, dont 19 femmes et 150 moins de 18 ans, croupissent dans les geôles d'Israël en violation des conventions de Genève. 914 personnes sont emprisonnées comme détenus administratifs, c'est-à-dire sans connaître le motif de leur détention et sans bénéficier d'un avocat. Le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, a décidé de retirer la nationalité à tous les prisonniers qui résidaient en Israël et leur carte de résidence à tous ceux de Jérusalem-Est. Non seulement on détruit leur maison, on durcit leurs conditions de détention, mais en plus on les rend apatrides.

La Palestine a besoin que l'Europe et les pays arabes s'impliquent. La communauté internationale doit prendre des sanctions à l'encontre d'Israël. Comment expliquer la différence de traitement entre l'Ukraine et la Palestine ? Comment expliquer la rapidité avec laquelle la Russie a été sanctionnée et l'impunité dont jouit Israël depuis 56 ans ? Aujourd'hui encore, l'Union européenne achète des produits fabriqués dans les colonies. La coopération militaire, civile et scientifique se poursuit comme si de rien n'était. Les Palestiniens se défendent comme ils peuvent. Alors que les Ukrainiens réclament des armes, nous ne demandons, nous, que des sanctions. Sans sanctions, la colonisation se poursuivra. ■

**LEÏLA SHAHID** Ancienne ambassadrice de la Palestine auprès de l'Union européenne



Mercredi 8 mars 2023

"Du sang partout dans la rue" : Les Palestiniens décrivent un "nouveau massacre" après un raid israélien à Jénine

Au moins six Palestiniens ont été tués à la suite d'un raid israélien meurtrier dans la ville de Jénine.

Basta Media par Anne Paq

Comment Israël tente de museler les organisations féministes et de défense des droits humains en Palestine

Le ministre d'extrême droite de la Sécurité a ordonné aux forces israéliennes de Jérusalem-Est de poursuivre la démolition des maisons palestiniennes pendant le mois sacré du Ramadan, ce qui constitue un revirement par rapport aux politiques précédentes.



**Ben-Gvir ordonne la démolition par Israël de maisons palestiniennes à Jérusalem pendant le Ramadan**

*Photo : Vieille ville de Jérusalem (UNESCO)*

# LE PRINTEMPS POUR LA PALESTINE

18 mars 2023

15h - 19h

Salle Point-du Jour Pierre Tachou  
44 rue Joseph Brunet  
Bordeaux Bacalan  
Tram B - arrêt Claveau

Palestine33  
Association France Palestine Solidarité



avec **Rony Brauman**

ancien Président de Médecins  
Sans-Frontières, auteur et  
acteur majeur de la solidarité  
avec le peuple palestinien

avec **Leïla Shahid**

ancienne ambassadrice de la  
Palestine en France puis auprès de  
l'Union européenne



BDS

Dans le cadre de la semaine  
contre l'apartheid israélien (IAW)



Depuis 75 ans le peuple palestinien subit l'exil, l'occupation militaire, la colonisation, des agressions meurtrières, un déni constant de tous ses droits, en un mot l'APARTHEID.

Un gouvernement d'ultra droite sioniste, dont l'objectif est d'annexer le maximum de territoire en expulsant les Palestiniens de leurs terres et de leurs maisons, est au pouvoir en Israël.

Près de 5000 prisonniers politiques palestiniens croupissent dans les prisons israéliennes, dont plusieurs centaines sous le régime totalement arbitraire de la « détention administrative ». Notre compatriote, Salah Hamouri (franco-palestinien), après avoir passé de nombreuses années en prison, a récemment subi ce régime, avant d'être expulsé en décembre dernier de Jérusalem, sa ville natale. De nouvelles colonies sont installées en Cisjordanie et il faut s'attendre à une augmentation des arrachages d'oliviers, des destructions de villages et d'écoles et à des difficultés de circulation encore plus grandes pour les Palestiniens.

Israël met tout en œuvre pour chasser les Palestiniens de Jérusalem-Est, en contradiction avec le droit international. Les habitants de Gaza continuent à survivre sous le blocus illégal exercé par Israël et sont toujours sous la menace de bombardements meurtriers. Israël refuse l'application du droit au retour pour les Palestiniens vivant dans les camps du Liban, de Syrie et de Jordanie.

Ces exemples soulignent la nature coloniale de la politique d'Israël et le régime d'apartheid que cet État impose au peuple palestinien.

Face à cette situation, les gouvernements français successifs, l'Union européenne et l'ONU font toujours preuve d'une très grande mansuétude, voire de complicité, à l'égard de l'État d'Israël. Le peuple palestinien a besoin de la solidarité internationale.

Courriel Palestine 33 : [contact@palestine33.org](mailto:contact@palestine33.org)

Site internet Association France Palestine Solidarité : [www.france-palestine.org](http://www.france-palestine.org)



*Photo : Bezael Smotrich avec David M. Friedman, l'ambassadeur des États-Unis en Israël lors d'une visite à Sderot en 2017 (Ambassade US à Tel Aviv)*

### **Bezael Smotrich, ministre israélien raciste et homophobe invité à une conférence à Paris le 19 mars**

Sur l'affiche de l'événement parisien du 19 mars en hommage à l'ancien « leader sioniste » Jacques Kufper décédé en 2021 et qui qualifiait les Palestiniens de « malédiction », traitait les Arabes de « sauvages » et comparait l'Islam au nazisme, il est indiqué « avec la présence exceptionnelle de Bezael Smotrich ».

## **Sidération -**

La lecture de mon quotidien\* préféré m'indique que Daniel BLATMAN, spécialiste du fascisme qualifie de « néonazis » du membres du gouvernement de « bibi » l'ami des Présidents

Français.

Sans doute qu'Emmanuel Macron n'est pas au courant et qu'il va apprendre avec effroi que ses fréquentations sont peu recommandables et s'empresse d'annuler l'invitation de ministres israéliens «néofasciste».

Il est donc fort possible qu'Israël soit un pays, démocratique, qui pratique l'apartheid, colonise la Palestine tout en s'apprêtant à l'annexer à Israël.

Cette information pourrait changer bien des choses dans la mesure où les démocrates français (de gauche et de droite) reconsidérant leur position seraient amenés à apporter leur soutien à la résistance palestinienne et à lutter contre un gouvernement qui entraîne le peuple israélien dans l'abîme.

\* Humanité du 13 mars sous la plume de Dominique Vidal

18 MARS 1962, signature des accords d'Evian entre le Gouvernement Français et le gouvernement provisoire de la République algérienne.

Est-ce le hasard qu'un ministre raciste israélien débarque en France le lendemain de cette date anniversaire?

GAZA, CISJORDANIE, JERUSALEM  
Informez-vous à la source



Association France Palestine Solidarité  
<https://www.france-palestine.org>

Agence MédiaPalestine  
<https://www.agencemediapalestine.fr>

Écoutez GAZA LA VIE  
<https://www.gazaenfrançais.net>